

Monsieur Ban Ki-moon  
Secrétaire général  
Organisation des Nations Unies

Monsieur le Secrétaire général,

À l'occasion de la Session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies (SEAGNU/UNGASS) sur le problème des drogues dans le monde qui aura lieu à New-York du 19 au 21 avril 2016, nous en appelons à votre autorité afin de soutenir une réforme globale de la politique de contrôle du marché des drogues.

Le régime du contrôle des drogues qui a émergé durant le siècle dernier a eu des conséquences désastreuses sur la santé, la sécurité et les droits humains. Cette politique, axée essentiellement sur la criminalisation et la répression, a créé un vaste marché illicite qui a directement contribué à enrichir le crime organisé, à corrompre des gouvernements, à alimenter une explosion de la violence, à perturber les marchés économiques et à pervertir les valeurs morales de base.

Les gouvernements des Etats membres ont alloué des ressources disproportionnées à cette politique répressive, au lieu de les consacrer à l'amélioration de la condition humaine. Des dizaines de millions de personnes, pour la plupart vivant dans la pauvreté et issues de minorités raciales et ethniques, ont été incarcérées à cause des lois répressives sur les stupéfiants, en grande partie pour des infractions mineures et sans acte de violence lié. Ces incarcérations n'apportant que très peu de bénéfice en termes de sécurité publique. Avec ces lois prohibitionnistes, les problèmes d'infection au VIH/SIDA, d'hépatites et d'autres problèmes de santé liés à la consommation de drogues se sont rapidement développés entravant les efforts des politiques de santé publique, en particulier dans le champ de la réduction des risques.

Au 21<sup>e</sup> siècle, l'humanité mérite mieux qu'une politique drogues aussi inefficace et contre-productive que celle du siècle précédent. Une nouvelle réponse globale à la question des drogues est nécessaire. Elle doit se fonder sur la science, la compassion, la santé et les droits humains. La répression et la justice pénale devraient se limiter à leur rôle respectif, à savoir garantir la santé et la sécurité. Ceux qui reconnaissent que l'usage des drogues est d'abord et avant tout une question de santé, doivent assumer leur rôle et promouvoir une nouvelle approche. Les efforts pour contrôler les drogues ne doivent pas faire plus de mal que de bien, ni causer plus de dommages que l'usage de drogues lui-même.

Nous sommes encouragés par des développements positifs partout dans le monde depuis la dernière session spéciale des Nations Unies en 1998. Des programmes de réduction des risques (fondés scientifiquement) pour contenir la propagation du VIH/SIDA ou d'autres infections, le traitement des addictions ou encore la réduction de la criminalité liée à la drogue sont maintenant en cours dans presque une centaine de pays.

Un nombre toujours plus important de villes, d'Etats et de gouvernements nationaux ne considère plus l'usage et la possession de drogues comme des crimes. Certains sont en train de régulariser légalement la consommation de cannabis à des fins médicales et même non médicales. Beaucoup reconnaissent la nécessité de rendre les médicaments essentiels disponibles, en particulier pour

la douleur et les soins palliatifs dans les pays à faible revenu. Cependant, des réformes bien plus importantes et plus systémiques sont essentielles.

Monsieur le Secrétaire général, nous avons été stimulés par vos déclarations de l'année passée, où vous avez exhorté les gouvernements à saisir l'opportunité de la SEAGNU (UNGASS) « *pour participer à un grand débat ouvert qui permette de considérer toutes les options possibles* ». Malheureusement, ceci ne s'est pas encore produit dans les cercles restreints du système des Nations Unies. Votre leadership est maintenant nécessaire pour nourrir les graines de cette réforme, et éviter qu'elle soit rejetée, et pour permettre à cette étape de conduire véritablement à une réforme profonde et globale des politiques drogues.